

## Pas un sou de Matignon pour les trublions des prisons

L'OBSERVATOIRE international des prisons (OIP), qui dénonce inlassablement suicides, absence de soins, tabassages et autres brimades en détention, a reçu la monnaie de sa pièce. Il vient pour la première fois de se voir refuser sa subvention annuelle par Matignon. Tout un symbole : cela faisait dix ans que cette bande d'empêcheurs d'enfermer en rond recevait des services du Premier ministre une modeste somme (ramenée à 10 000 euros par Raffarin en 2003, sur les 40 000 demandés). Et ce au titre de la « *défense des droits de l'homme* », comme Villepin l'avait encore spécifié par lettre le 10 juillet 2006...

Alors, plus rien à signaler dans les taules surpeuplées de France depuis l'élection de Magic Sarko ? Un nouveau rapport du Comité de prévention de la torture du Conseil de l'Europe vient pourtant de dénoncer des « *traitements inhumains et dégradants* », en pointant les

hospitalisations menottes aux poignets, le manque de soins psychiatriques, l'abus du placement à l'isolement ou les transferts disciplinaires. Du coup, Patrick Marest, le délégué général de l'OIP, a interpellé, le 10 décembre, Rama Yade, la très remuante sous-ministre aux Droits de l'homme. Il n'y a pas que les geôles de Kadhafi, celles de France aussi mériteraient un peu d'attention... Coïncidence, la Mission interministérielle à la lutte contre les drogues et la toxicomanie, qui dépend également de Matignon, vient aussi de sucrer à l'OIP une subvention annuelle de 40 000 euros, tout comme elle a coupé les vivres à Act Up et à d'autres associations engagées.

La reprise en main est en marche : le futur contrôleur général des prisons (fonction que va créer Rachida Dati) sera heureusement indépendant, pas vrai ?

D. F.